



COMPTE-RENDU

Paris, le 2 février 2026

GROUPE DE TRAVAIL LOGEMENT DE LA FONCTION PUBLIQUE 28 JANVIER 2026

FO-Fonction publique était représentée par Anne FLORENTIN, Valérie PUJOL et Matéo ROMERO DE AVILA.

Propos liminaires :

FO Fonction publique, après nos alertes répétées ces dernières années, se félicite que le gouvernement enfin prenne la question du logement comme une priorité, à travers l'annonce du Premier ministre le 23 janvier du plan « *relance Logement* » qui confirme que la crise du logement est toujours d'actualité : 28% des revenus des français est consacré au logement, l'offre locative a chuté de 15% en 5 ans touchant les plus précaires, 2.9 millions de dossiers en attente auprès des bailleurs sociaux, baisse de 22% de la mise en chantier de logements par rapport à la moyenne des cinq années précédentes.

Face au plan « *relance Logement* », pour FO Fonction publique, les questions restent ouvertes concernant la disponibilité du foncier pour la construction de logements et de la perte du pouvoir d'achat des agents ne favorisant pas les parcours résidentiels.

Sur le PPL visant à améliorer l'accès au logement des agents du service public, qui a le mérite de remettre en avant la question du logement des agents publics, FO Fonction publique rappelle que la priorisation par métier et le maintien dans un logement lié à une clause de fonction ne répond pas aux besoins réels de l'ensemble des agents.

Les points d'actualité :

Le simulateur de droits : <https://www.logement.fonction-publique.gouv.fr/que-l-type-de-logement-suis-je-eligible>

Mis en ligne le 26 novembre 2025, ce site comptabilise environ 20 000 visiteurs par mois.

Fo Fonction publique a demandé à avoir connaissance de la répartition des agents par versant, et du ratio entre le nombre de simulations faites et de solutions trouvées.

Etant un outil récent, l'administration s'engage pour le prochain GT de présenter des premiers chiffres, par versant, par territoire et par les pistes de solutions recherchées.

E-CSF du 27 novembre 2025 – 5000 agents inscrits :

Ce salon virtuel est un point d'information auprès des agents sur les solutions disponibles de logement. Ces salons d'informations seront renouvelés en virtuel et en physique.

L'administration précise que ces salons sont aussi des outils pour les travailleurs sociaux.

FO Fonction publique est en attente de données plus précises pour le prochain GT.

PPL « Logement des agents du service public » :

Voté en première lecture à l'Assemblée nationale, le texte a connu quelques évolutions.

Le passage au Sénat est prévu le 19 février 2026.

Depuis 2024, FO Fonction publique a transmis régulièrement des contributions sur ce PPL, et rappelle que tous les agents sont « *essentiels* ». Pour preuve et comme exemple, l'épisode neigeux tout récent, où si les routes ne sont pas déneigées par les agents des départements ou des communes, les « *agents essentiels* » mis en avant par l'administration ne pourront éventuellement se rendre sur leur lieu de travail.

Projet de circulaire aux préfets sur le logement des agents publics :

Ce projet est la déclinaison dans les territoires de la feuille de route « *Produire, Simplifier, Informer* ».

Ce projet de circulaire demande aux préfets de conduire la politique du logement social en lien avec les différents employeurs publics locaux pour identifier dans un premier temps les territoires à enjeux. Les collectivités locales seront associées en tant qu'employeur et dans leurs compétences en matière d'habitat.

FO Fonction publique est intervenu sur le calendrier prévu (avril – juin 2026) pour la remontée d'information sur les stratégies territoriales, qui coïncide avec la recomposition des exécutifs locaux, sur les besoins spécifiques des DROM, sur les moyens alloués des PFRH en tant que correspondant régional, et de l'organisation du dialogue social.

Les syndicats sont invités à faire remonter leurs remarques sur la rédaction de ce projet.

Ce GT a permis à FO Fonction publique d'évoquer nos demandes concernant le bilan du logement intermédiaire, l'expérimentation de l'outil BALAE sur 3 départements (l'Hérault, le Rhône et la Haute-Savoie), et une information sur les projets immobiliers annoncés en Ile-de-France en faveur des agents hospitaliers pour 2027-2030 (24 logements dans le 9^{ème}, 80 à Suresnes et 100 à Villejuif).

Fo Fonction publique a également insisté que ce travail en cours concerne bien chaque périmètre des 3 versants de la Fonction Publique.